



18 septembre 2023

Les ONGs quittent le Groupe National Loup

Ce 18 septembre, les 6 organisations de protection de la nature (WWF, LPO, FNE, Ferus, ASPAS, Humanité & Biodiversité) représentées au Groupe National Loup ont annoncé leur retrait de cette instance consultative, indignées par le contenu déséquilibré du nouveau Plan national d'action (PNA) « Loup et activités d'élevage » présenté par le gouvernement pour la période 2024-2029.

Nos associations regrettent l'absence totale d'évaluation du PNA précédent (2018-2023) et d'analyse de l'évolution de la situation en termes de dommages, de développement de la population de loups, de valorisation des expériences de terrain favorisant la coexistence, ou de baisse du nombre d'animaux d'élevage tués par rapport au nombre de loups présents. Le gouvernement fait ainsi le choix délibéré d'utiliser les dérogations juridiquement prévues dans le statut de protection pour organiser sans l'assumer une régulation cynégétique du loup en simplifiant les procédures d'abattage, empêchant le rétablissement d'une population viable de l'espèce sur son aire naturelle de répartition.

Dans ce nouveau plan, les points d'engagement de l'Etat concernent la modification du statut du loup et son déclassement d'espèce strictement protégée, la facilitation des autorisations et modalités de tirs, aboutissant à une augmentation des destructions de loups à proximité d'élevages subissant très peu d'attaques. Alors que ce PNA devrait garantir la bonne conservation de l'espèce en France tout en assurant le soutien et l'accompagnement du pastoralisme, il n'est fait mention que des impacts négatifs de la présence du loup et pas des bénéfices qu'elle apporte, notamment pour la régulation des populations de grands ongulés nécessaire au bon fonctionnement des écosystèmes forestiers. En outre, ce plan contient de nombreuses inexactitudes et des affirmations mensongères, en particulier sur l'état de conservation de l'espèce en France et sur le bilan des dommages.

Nos organisations regrettent que le Groupe National Loup, instance de dialogue importante pour la gestion de ce dossier, soit vidé de son sens parce que l'Etat a choisi de répondre de façon privilégiée aux demandes d'une partie des structures professionnelles de l'élevage, au détriment des propositions que nous avons présentées de longue date.